

[lemonde.fr](https://www.lemonde.fr)

L'alerte de 11 ex-ministres de la santé : « Le démantèlement des ARS voulu par Sébastien Lecornu va à rebours de ce que l'on doit construire aujourd'hui »

Collectif

13–16 minutes

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Débats](#)
- [Santé](#)

[Tribune](#)

[Collectif](#)

Le projet du premier ministre visant à confier aux départements une partie des tâches des ARS aboutirait à affaiblir la qualité de la prise en charge des Français, estiment, dans une tribune au « Monde », d'anciens ministres de la santé d'horizons politiques différents.

Publié hier à 12h30 Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

En annonçant, devant les Assises des départements de France, vouloir démanteler les agences régionales de santé [ARS], le premier ministre met en cause la cohérence des politiques de santé et d'accès aux soins. Les ARS sont devenues le punching-ball récurrent de gouvernements qui pensent ainsi montrer leur détermination à faire bouger les lignes. Nous pensons indispensables aujourd'hui de réagir.

Lire aussi

Nous venons d'horizons politiques différents, certains de nos désaccords sont profonds. Mais comme ministres de la santé, nous avons piloté le réseau des ARS et une conviction nous anime : la santé est un sujet régalien, qui appelle une mobilisation collective face aux multiples défis auxquels nous sommes confrontés. Seul l'Etat peut être le garant des coalitions d'acteurs nécessaires à son efficacité. Certes, la différenciation des politiques publiques en fonction des territoires est indispensable et d'ailleurs déjà à l'œuvre. Elle est certainement perfectible, mais le schéma esquissé par le premier ministre aboutirait à affaiblir la qualité de la prise en charge de nos concitoyens.

Les ARS sont nées en 2010 du constat que le système de pilotage de la santé était défaillant, éclaté entre l'Etat – notamment sous la responsabilité des préfets –, les départements et l'Assurance-maladie. C'est l'ambition de coordonner ces actions tout en permettant la prise en compte des spécificités territoriales qui a conduit à leur création. Nous croyons fermement que cette ambition reste nécessaire, même s'il faut la faire évoluer pour être plus proche du terrain, en sachant déroger parfois à certaines normes nationales. Depuis plusieurs années des évolutions importantes sont d'ailleurs intervenues en ce sens.

Ce qu'a dessiné le premier ministre est à rebours de nos convictions communes car, au lieu d'unifier les politiques de santé, il propose de les éclater.

Incompréhension

D'abord, la santé et le social sont au cœur des missions de l'Etat. Cinq ans après l'épidémie de Covid-19, ce serait un grave contresens de considérer par exemple que notre sécurité sociale ou notre système de santé ne sont pas au cœur de la résilience de la nation. Et on ne voit pas comment les préfets, qui rendent compte au ministre de l'intérieur, pourraient mieux répondre à ces défis spécifiques. D'ailleurs, les ARS ne sont pas des principautés indépendantes mais un outil de l'Etat : tous les jours, leurs responsables échangent avec les préfets (comme le font les recteurs pour l'éducation), et avec les élus locaux, et tentent de trouver les solutions aux problèmes des Français. Imaginer qu'en matière de santé l'échelle pertinente serait le département est une erreur : sur certains sujets seules les communes ou les intercommunalités sont les bons interlocuteurs, sur d'autres seule une organisation à l'échelle régionale ou nationale est pertinente, sauf à accepter l'institutionnalisation d'une médecine à plusieurs vitesses, en raison des différences de moyens d'un département à l'autre et des inégalités sociales dans la population.

Lire aussi la tribune (2023)

Ensuite, le discours devant les présidents de conseils départementaux semble défendre l'idée que les politiques de santé peuvent s'éclater entre santé environnementale, soins de premier recours, prévention, hôpital ou encore médico-social. Cette approche est très préoccupante au moment même où, partout dans le monde, et en France depuis des années – jusqu'à des prises de position sans ambiguïté du président de la République –, c'est l'approche globale dite « *one health* », une seule santé, qui s'impose, avec une vision coordonnée des acteurs pour des parcours de soins plus efficaces. Saucissonner les approches serait un recul par rapport à ce que nous avons tous porté, notamment le lien indissoluble entre soins et prévention, ou entre médecine de ville et hôpital. C'est une incompréhension de ce que doit être la médecine de demain pour répondre aux besoins des Français.

Il faut également s'interroger sur la dévolution aux départements d'une compétence en matière de « planification des soins de proximité ». Imagine-t-on les départements prendre la main sur les politiques d'incitation à l'installation des professionnels libéraux ? Réguler le premier accès aux urgences, car l'accès aux soins de proximité c'est aussi l'hôpital ? Imagine-t-on que communes et intercommunalités ne sont pas des acteurs majeurs de ces dynamiques locales ?

De plus, et c'est grave, en évoquant un transfert d'une part de contribution sociale généralisée et l'attribution parallèle d'une compétence santé aux départements, le premier ministre rompt avec un principe majeur de la Sécurité sociale de 1945 qui inscrit la « Sécu » comme un système complet de protection sociale garanti par la solidarité nationale. Imagine-t-on les inégalités territoriales qu'une telle approche pourrait induire, les effets de clientèles, de baronnies locales ?

Vision simplificatrice

Est-on si sûrs d'ailleurs de vouloir prendre pour modèle les politiques médico-sociales des départements tel qu'elles fonctionnent aujourd'hui : les parents d'enfants atteints de handicaps ont-ils une expérience exceptionnelle du fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées ? L'aide sociale à l'enfance n'est-elle pas aujourd'hui dans une situation intolérable et, en tout cas, marquée par de criantes inégalités d'un département à l'autre ? Il n'est pas question d'accabler les départements, l'Etat a également une grande responsabilité, mais ajouter une nouvelle responsabilité aux départements sans la moindre expérimentation préalable relève plus de l'idéologie que d'une politique publique. La décentralisation, tout comme

la santé des Français, mérite mieux que cette vision simplificatrice du système de santé.

Enfin, quand le premier ministre évoque l'idée de transférer le financement du « bâtimentaire » des hôpitaux de proximité aux conseils départementaux, on peut se demander si, en vérité, la réforme envisagée ne cède pas à l'illusion qu'il suffit de beaux locaux pour attirer les professionnels, permettant de belles inaugurations. Alors qu'une politique de santé attractive et efficace, ce sont d'abord des coopérations entre professionnels, des pratiques nouvelles, des organisations innovantes.

Lire aussi

On l'aura compris, le sujet de la transformation des ARS serait presque secondaire s'il ne renvoyait à une vision des politiques de santé qui nous paraît à rebours de ce que l'on doit construire aujourd'hui.

Nous ne sommes pas des défenseurs béats du fonctionnement actuel des agences et sommes prêts à soutenir des transformations, des adaptations, des simplifications. Mais nous refusons que ce noble objectif aboutisse à la négation d'une politique de santé globale, moderne, au service des besoins de plus en plus complexes de nos concitoyens.

Les agences régionales de santé gèrent un des sujets les plus imbriqués de toutes les politiques publiques. Prétendre que l'on pourrait demain ordonner tout cela comme un jardin à la française, à chaque institution correspondant une seule compétence, c'est au fond céder aux sirènes d'un populisme qui ne produira aucune amélioration pour la santé de nos concitoyens.

Roselyne Bachelot (2010-2012), **François Braun** (2022-2023), **Agnès Buzyn** (2017-2020), **Geneviève Darrieussecq** (2024), **Claude Evin** (1988-1991), **Agnès Firmin Le Bodo** (2023-2024), **Yannick Neuder** (2024-2025), **Aurélien Rousseau** (2023), **Marisol Touraine** (2012-2017), **Frédéric Valletoux** (2024) et **Olivier Véran** (2020-2022) sont toutes et tous anciens ministres de la santé.

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Ajouter un compte](#) [Découvrir l'offre Famille](#) [Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [créez un compte pour votre proche](#) (inclus dans votre abonnement). Puis connectez-vous chacun avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Si vous êtes 3 ou plus à utiliser l'abonnement, [passez à l'offre Famille](#). Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois

(ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [passez à une offre multicomptes](#) pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter Le Monde avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.